



COMITE TECHNIQUE LOCAL 06 OCTOBRE 2022 - DÉCLARATION LIMINAIRE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Ce CTL se tient une semaine après la grève du 29 septembre qui constituait une journée nationale interprofessionnelle sur les salaires, les rémunérations et le pouvoir d'achat.

Crise sociale, crise inflationniste, crise énergétique, crise sanitaire, crise climatique, jamais le phénomène de crise n'a autant été évoqué pour caractériser la situation dans laquelle nous vivons. La communication gouvernementale nous culpabilise du soir au matin, nous enjoint à faire encore et encore des efforts, de renoncer à vivre dignement de nos salaires. Notre Président nous annonce **«la fin de l'abondance»**. La fin de l'abondance pour qui ? Pour les millions de pauvres que compte le pays ? Pour les millions de salariés pauvres et précaires, pour les jeunes en situation de détresse, pour les retraités qui voient leur pensions diminuer ?

En réalité, la **«fin de l'abondance»** annonce ni plus ni moins qu'un retour encore plus brutal de l'austérité. L'inflation galope, les prix de l'énergie sont multipliés par 4, par 5, bientôt par 10, mais pas question d'augmenter les salaires et les pensions. Et pourquoi ? Ah oui, la crise ! Mais ces crises, ce sont leurs crises. Ce sont nos gouvernants et la caste des puissants qui ont contribué à les mettre aux manettes qui en sont totalement responsables. Ces crises sont le résultat des politiques qu'ils décident et mettent en œuvre, elles ne doivent rien à la fatalité !

Les plus riches continuent à s'enrichir, la France bat tous les records dans le reversement de dividendes au capital. Les grands groupes français ont versé en 2021 plus de **70 milliards de dividendes** et pour le seul deuxième trimestre 2022, 44,3 milliards ont terminé dans leurs poches ! Les dividendes ont donc augmenté de 32,7 %, soit un rythme supérieur à la moyenne européenne. À l'échelle mondiale, entre avril et juin, 1200 entreprises ont versé 544,8 milliards de dollars à leurs actionnaires. Et on ose nous annoncer la fin de l'abondance ?! De qui se moque-t-on ?

Brimer et sanctionner les plus en difficultés, protéger les «super-profits» !

Pendant ce temps, les salaires n'augmentent, en moyenne, que de 3 % en 2022 (avec de grosses disparités) alors que l'inflation s'élève à 6 % au 1er août et c'est loin d'être fini. D'ailleurs, le gouvernement ne donne pas l'exemple en n'augmentant (après des années de gel et une perte de pouvoir d'achat de 25 % sur les 20 dernières années)) le point d'indice que de 3,5 % : ce qui n'enrayera ni la précarité, ni les problèmes de recrutement dans certains métiers. L'hiver va arriver avec la flambée des coûts de l'énergie (la première ministre annonce d'ores et déjà des hausses

«de 10 à 20%») et avec une hausse supplémentaire des denrées alimentaires (liée à la sécheresse).

Le gouvernement, contre vents et marées, refuse d'envisager la moindre taxation des profits dégagés par les entreprises qui profitent de la crise énergétique. Et en même temps, c'est une fin de non-recevoir pour les chômeurs, à qui l'on promet un durcissement des conditions d'attribution de l'allocation chômage, une fin de non-recevoir pour les salariés à qui on n'accorde que des subsides (chèque ceci, chèque cela, exonération fiscales sur les heures supplémentaires...). Cerise sur le gâteau avec le retour sur le devant de la scène de la réforme des retraites. Malgré le rapport annuel du Conseil d'orientation des retraites (COR), qui informe que les caisses de retraite française ont dégagé un excédent de **900 millions d'euros en 2021** et qui prévoit un cette année un surplus de 3,2 milliards d'euros, c'est le dogmatisme capitaliste qui l'emporte. Et le Président de la République de préciser : «En cas d'obstruction générale» à l'Assemblée nationale, il n'aura «aucun état d'âme» à utiliser l'article 49-3, qui permet l'adoption d'un texte sans vote du parlement.

Le 26 septembre dernier, la présentation du projet de loi de finances 2023 a été effectuée par la DG. Mais après avoir indiqué que le gouvernement souhaitait une stabilité de l'emploi public durant le quinquennat, le Directeur Général Adjoint a tout de suite précisé que Bercy allait demeurer le ministère exemplaire... donc celui qui allait supporter la grande majorité des réductions d'emplois. Seuls les ministères considérés comme prioritaires voient leurs effectifs stabilisés ou augmentés : Intérieur, Justice, Défense et Enseignement (stable, en ratio, au regard de la diminution prévue des élèves).

D'ici à 2027 ce sont encore 3 000 suppressions d'emplois qui toucheront la DGFIP...dont 850 pour la seule année 2023.

Preuve que les suppressions massives de ces dernières années constituent un démantèlement aux effets négatifs, le DGA a annoncé que des secteurs d'activité de la DGFIP (publicité foncière, service des amendes) allaient faire l'objet de réallocation d'emplois car ils n'ont pas atteints les objectifs fixés ou ayant été trop dégarnis ! **Mais ce sont tous les services de la DGFIP qui ont été impactés par ces suppressions d'effectifs.**

Nous faisons face à une politique assumée de destruction des conquêtes sociales et des services publics.

Aux Finances publiques, nous constatons donc tous et toutes que le rouleau compresseur poursuit son objectif de faire table rase du réseau et conduit à la privatisation progressive de nos missions et à la précarisation du statut général de la Fonction publique et la précarisation des emplois qui la constituent.

Or, une des solutions à la paupérisation de bon nombre des salariés, privés d'emplois, retraités en difficultés passe par une autre répartition des richesses. Qui de mieux que nous, salariés de l'administration fiscale pour réaffirmer que «**de l'argent, il y en a, aux Finances on sait ça !**». Le montant de la fraude et de l'évasion fiscale annuel approche les **100 milliards d'euros**.

En donnant à notre administration les moyens de contrôler et de recouvrer tout ou partie de ce «magot» qui échappe à la collectivité, combien de mesures de satisfaction des besoins de la population pourraient être mises en œuvre.